



Résistances

ATTAC Biterrois
enkidou@orange.fr

Réunions le 3^{ème}

lundis du mois

à Béziers. 18h30,

13bis bd

Duguesclin,

Béziers.

Renseignements

Alain

06 23 79 36 76

ATTAC
Bédarieux

Réunions le 2^{ème}

jeudi de chaque

**ASSEMBLEE
 GENERALE
 d'Attac Béziers**

**lundi 7 février
 à 18h 30**

**13bis Bd
 Duguesclin**

Résistances est un
 art collectif.
 Supplément à
 Ligne d'ATTAC.

Envoyez vos
 articles pour le
 prochain journal à
serge.rec@orange.fr
 ou à A Fauré, 19
 chemin du Mas
 Bouran, 34290
 Servian

Vœux !

Nous souhaiter le meilleur pour 2011, pas seulement la capacité de « s'indigner », mais surtout retrouver collectivement le courage de lutter et les moyens de résister, enfin mettre un terme aux reculs sociaux et reprendre la marche pour conquérir de nouveaux droits sociaux et politiques... cependant 2011 risque pourtant encore d'être une année difficile :

- D'abord parce que sous prétexte de gérer les « répliques » de la « Crise », et d'accompagner ou de favoriser « La sortie de crise », les gouvernants de l'Union Européenne n'ont qu'une politique en tête, soumettre les peuples à une cure d'austérité inique.
- Ensuite parce que malgré l'ampleur prise en 2010 par le mouvement de résistance à la pseudo-réforme des retraites en France, nous avons pu constater qu'il y avait encore de sérieuses différences d'appréciation à propos de la stratégie à mettre en œuvre. Le succès rencontré par l'appel Attac-Copernic n'a pu masquer le fait que la quasi totalité des grandes centrales syndicales a considéré qu'avant d'être « une question de société » le problème des retraites était avant tout l'affaire des salariés, ce qui impliquait qu'à leur yeux, seules les grandes confédérations avaient vocation à négocier, que les « journées d'action » ne visaient que l'amélioration du rapport de force avant négociation... même les plus « radicaux », ceux qui prônaient la « grève reconductible », voire la « grève générale », ont dans un premier temps négligé de se demander ce que pouvait être une « grève de chômeurs », une « grève de retraités »... ce n'est que vers la fin du mouvement que les tentatives de blocage de l'économie ont été tentées.
- De plus, en France, la perspective du Grand Prix de la Présidence de la République vient à nouveau brouiller les cartes, réduire l'analyse de la situation politique à un jeu de pronostics. Alors, pendant que libéraux et sociaux-libéraux bidouillent leur bilan, et tentent de gagner la confiance des marchés, pendant que la droite autoritaire et xénophobe relève la tête, la soi-disant « gauche de gauche » ne vise qu'à l'éparpillement des candidatures... L'actuel divorce entre les politiciens et les aspirations populaires est patent !

Ne cédon pas au découragement, dans l'épreuve les peuples se révèlent capables de mettre en œuvre des solutions innovantes, à la hauteur des plus grandes difficultés !

De Lula ou des zapatistes à Chavez ou à la Bolivie, l'Amérique Latine nous a ouvert des perspectives...

Le peuple islandais en 2010, et la révolution de Jasmin en Tunisie dessinent d'autres voies...

Tunisie : la révolution sociale et démocratique est en marche !

Les masses populaires tunisiennes viennent de faire une irruption spectaculaire sur la scène politique ! Elles ont réussi, au bout de 29 jours, d'une révolution sociale et démocratique, de chasser le dictateur Ben Ali ! C'est une grande victoire ! C'est un grand jour pour nous toutes et nous tous, que nous partageons avec toutes celles et tous ceux qui luttent contre l'ordre capitaliste mondial ! Avant tout, nous avons reconquis notre dignité et notre fierté, longtemps bafouées et trainées dans la boue par la dictature. Maintenant, nous avons une nouvelle Tunisie à construire : libre, démocratique et sociale.

Mais, d'ores et déjà la contre révolution est en marche ! Le pouvoir de Ben Ali est tombé mais son régime, certes déstabilisé et affaibli, tente de se maintenir en place. Le Parti/Etat Destourien est toujours là, sa politique économique et sociale capitaliste libérale aussi.

Ce régime qui est donné en exemple du 'bon élève' par les institutions financières internationales, qui a saigné les masses populaires tunisiennes pendant 23 ans, pour le compte d'un capital mondial avide de profits, tout en engraisant une minorité de familles autour du pouvoir et organisées en clans mafieux, doit dégager. C'est ce que nous voulons !

Nous refusons la tentative en cours, qui vise à confisquer notre révolution. Cette manœuvre se présente sous la formule de 'gouvernement d'unité nationale' autour de laquelle ce régime illégitime, tente de se maintenir en place.

Dans le même, le pouvoir abattu a lâché ses milices surarmées, dont la garde personnelle de Ben Ali, qui sont en train de semer la terreur dans les grandes villes du pays, notamment dans Tunis et ses banlieues. Des groupes, issus des masses déshéritées et affamées, profitent elles-aussi du chaos actuel pour se servir dans les grandes surfaces : Carrefour et Géant notamment. Des bandes de pillards se mettent en place le long des axes routiers du pays, rendant toute circulation dangereuse ! Des produits de première nécessité commencent à manquer ou bien sont inexistantes : pain, lait, médicaments...

Le régime, qui a démobilisé et la police (villes) et la garde nationale (campagnes) laisse faire, profite du chaos et de la peur qu'il nourrit au sein de la société afin d'imposer ses propres solutions. L'instauration du couvre-feu et le déploiement de l'armée, assez faible en effectifs et qui n'a jamais eu à affronter ce genre de situation auparavant, ne fait qu'aggraver la peur ; puisque c'est au cours de la nuit que les milices armées agissent !

Partout, des citoyennes et des citoyens tentent d'organiser leur propre défense, souvent en coordination avec l'armée, des milliers de 'comités populaires de défense des citoyens' se constituent pour défendre la population.

Seule la constitution d'un gouvernement provisoire, sans aucun représentant du régime destourien, qui aura la charge de préparer des élections libres et démocratiques, régies par un nouveau Code électoral, pour une Assemblée constituante pourra permettre aux tunisiennes et aux tunisiens de reprendre leur destinée en main, et de faire régner, dans leur pays, un ordre juste et profitable aux plus grand nombre.

**Si le peuple aspire un jour à la vie,
le destin ne peut que se plier à sa
volonté !**

Tunis, le 15 janvier 2011

RAID-ATTAC / CADTM TUNISIE

ETAT SOCIAL ET MONDIALISATION

Depuis les années 80, la mondialisation de l'économie voulue par le libéralisme, fait ses ravages : les délocalisations désindustrialisent notre pays, font passer le taux de chômage à deux chiffres, les salaires sont en partie bloqués, la précarité de l'emploi se généralise. Et aujourd'hui, il nous faudrait accepter de travailler plus longtemps pour gagner moins. Il n'y a bien qu'Alain Minc - une éminence grise de l'Elysée - pour trouver la mondialisation heureuse...

Nos « conquêtes sociales », nos « avantages acquis » sont devenus un luxe criminel qui handicaperait nos entreprises.

Les idéologues du libéralisme nous expliquent qu'il faut arrêter cette sorte de « transfert généreux » de la part des entreprises – les cotisations sociales - que l'on pouvait se permettre en période de prospérité mais auxquelles on devrait renoncer en période de vaches maigres.

C'est une politique d'austérité qui s'installe partout dans le monde occidental, et donc en France.

Les fondements de l'Etat-providence sont remis en cause. Pour la grande majorité des économistes, la globalisation de l'économie conduit à la condamnation de l'Etat-providence.

Le social est devenu une charge pour l'économie et pour la société tout entière.

L'Etat social est sacrifié sur l'autel de la mondialisation.

Comment en sommes-nous arrivés là ?

Depuis des décennies, les médias répètent à longueur de journée - et c'est ce qui fait la force de ce discours dominant - qu'il n'y a rien à opposer à la vision néolibérale, Ils la présentent comme évidente.

Cette imposition permanente, insidieuse, produit, par imprégnation, une véritable croyance.

C'est contre cette doxa que nous devons réagir ; elle étouffe toute autre alternative, et résigne les peuples à la fatalité.

Cet automne, l'ampleur du mouvement contre la réforme des retraites en France a montré le refus de la population de voir ses acquis sociaux continuellement attaqués : sécurité sociale, retraites, santé, éducation, services publics, trente cinq heures...

Les français se sont insurgés contre les injustices de la société libérale, ils sont attachés à une société plus égalitaire, où l'Etat doit jouer un rôle de redistributeur des richesses, de protecteur des plus démunis ; les français, mais aussi les grecs, les portugais, les irlandais, tous ceux qui aujourd'hui, sont mis à contribution pour payer la crise financière engendrée par les appétits des marchés financiers.

La mondialisation qui sévit depuis trente ans est celle des marchés financiers, qui profitent des paradis fiscaux, de la main d'œuvre bon marché. Ce sont eux qui dictent leur loi aux Etats, qui spéculent sur leurs dettes. Les 85 milliards d'€ de prêt à l'Etat irlandais iront directement aux banques par qui le scandale arrive (par recapitalisation ou par nationalisation des plus fragiles). Seule la facture sera payée par les irlandais : salaire horaire minimum baissé de 1€, TVA augmentée de plus de 20%, 100.000 suppressions d'emplois publics, coupes dans les allocations chômage et familiales etc.

Mais le gouvernement irlandais ne touche pas à l'impôt sur les sociétés, un des plus doux de l'UE !

Nous vivons dans un monde de plus en plus inégalitaire, de plus en plus injuste.

En ce XXIème siècle, l'objectifs du millénaire que l'ONU s'étaient fixés pour 2015 : diminuer de moitié la pauvreté, relève du doux rêve. Réveillons-nous.

« Le sentiment le plus grave, aujourd'hui, c'est de penser qu'il n'y a rien faire » (Stéphane Hessel)

Jean François GAUDONEIX

Ciné-soupe

**A la Cimade rue de la Rotonde
Les 27 janvier et 31 mars à 19h**

Attac Béziers participera au ciné-soupe du 27 janvier et à celui du 31 mars organisés par la Cimade à Béziers.

Le 1^{er} aura pour thème le service public de l'eau et le 2^d l'agriculture industrielle en Méditerranée. Comme chaque dernier jeudi du mois la soirée débutera par un documentaire suivi d'une discussion et d'une soupe préparée par des militants.

Venez nombreux.



**SANS FOI, NI LIEU...
SANS DROIT, NI TITRE...
Ces sont les Roms !!!**

C'est du moins, la vision des autorités publiques...

Juste une nuisance...qu'il faut cacher ou éliminer par tous les moyens.

Un des anciens sous-préfet à Béziers aimait bien cette formule : « Ils sont des occupants sans droit ni titre...ils doivent partir » répétait-il à l'envi.

S'ils occupent un terrain privé : expulsion !

Un terrain public...idem !

Mais comme dans nos sociétés les espaces sont soit privés soit publics, il n'y a nul espace pour les Roms.

Pour eux le seul fait d'exister est déjà un délit...

Un exemple : cette mère de famille qui élève seule ses enfants, condamnée par le tribunal de Béziers à 3 mois de prison avec sursis pour occupation illégale et qui vit, terrorisée à l'idée qu'une nouvelle condamnation fera sauter le sursis... et comment peut-elle faire pour ne pas commettre l'infraction ?

En accédant à la propriété, grâce au taux zéro... Oui bien sûr !

Quand l'existence même est un délit...c'est le délit qui n'existe pas !

Et le parquet de Béziers devrait méditer cette belle formule...

Cela éviterait peut être de poursuivre à tout va des gens dont il n'a pas sérieusement vérifié l'identité (mais qu'importe, il ne s'agit que de Roms!).

Notre procureur a même poursuivi sans rigoler « Superman ».

Nier le droit d'un groupe humain à exister, c'est le rejeter de la communauté humaine. On sait où cela mène.

François MUSELET

La France de Nicolas S. préside cette année le G8 et le G20. Et alors ?

Les champions du « story telling » tentent de donner aux candidats du MEDEF la « stature internationale » destinée à nous faire croire que le monde entier nous envie ceux qui servent si bien les intérêts des entreprises transnationales.

Sur les radios et télévisions de toute la Sarkosie, les commentateurs autorisés vont nous vanter les initiatives de Nicolas le petit, et l'aura de son acolyte, le « patron » du FMI... puisque dans la perspective du Grand Prix de la République 2012, les deux candidats de l'écurie MEDEF feront un tour de pistes, à Deauville, comme à Cannes...

Même si nous aurions tout intérêt à montrer à nos concitoyens qu'il est possible de ne pas miser sur ces mauvais chevaux, une association comme attac, ne devrait-elle pas se consacrer davantage à l'après-Sarkozy, préparer le débat relatif à la réforme du système de retraite qu'on nous concocte pour 2013, envisager les conséquences d'un possible éclatement de la zone Euro, poursuivre notre critique de ce système économique, des carences démocratiques qu'il génère, stigmatiser l'incapacité des libéraux de toute obéissance à gérer les questions climatiques et environnementales, promouvoir les alternatives, tordre le cou à TINA (« there is no alternative! ») et tracer des pistes vers ces autres mondes possibles et souhaitables ?

Toutes ces pistes nous devons les suivre, et nous y consacrerons d'ailleurs une bonne part de la seconde édition de l'Université d'été des attac d'Europe.

Cependant attac et l'ensemble du mouvement social doivent surtout considérer, derrière la volonté de paraître de la marionnette qui nous gouverne (et celle de son soi-disant challenger), la réalité du G8.

Car le G7, même rebaptisé G8 et élargi à la Russie, n'est qu'un petit groupe de chefs d'état et de gouvernement représentant les privilégiés de la planète qui de manière totalement illégitime prétend gouverner le monde. Ce club de riches veut s'imposer comme directoire mondial, d'où la participation aux réunions du secrétaire général des Nations Unies, du président de la banque mondiale, du directeur du fond monétaire international, de celui de l'organisation mondiale du commerce, du président de la commission européenne, et du hongrois qui assure la présidence de l'UE. Un seul mot d'ordre « la bonne gouvernance » au service des intérêts des Entreprises Trans Nationales.

Comme naguère à Seattle, ou à Gènes, dénoncer au mois de juin à Dauville, le caractère illégitime du G8 reste une nécessité pour le mouvement altermondialiste et pour attac.

C'est pourquoi nous appelons à un grand rassemblement près des plages de Normandie, pour « Débarquer le G8 », car ceux qui de crises en ajustement structurels, de déréglementation en privatisation, impriment leur modèle sur la planète,

sont un obstacle sur la route de ces autres mondes possibles.

En Novembre, ces mêmes chefs d'état et de gouvernement se réuniront à Cannes en compagnie des grands pays émergents.

Certes, avec la Chine, l'Inde, le Brésil, et les autres, les membres du G20 « représentent » près de 70% de la population mondiale et 90% du commerce mondial, il n'en reste pas moins qu'ils n'ont pas davantage de légitimité. En effet, seule l'ONU, le « G192 », est l'institution internationale qui a vocation à représenter l'ensemble du globe.

Là encore, à Cannes, nous aurons la responsabilité d'interpeller ces chefs d'état et de gouvernement, de les sommer d'« arrêter leur cinéma », d'y porter la voix des peuples, celle qui s'exprime en ce moment au Forum Social Mondial de Dakar, celle de ces tunisiens qui ont su se faire entendre lorsqu'ils ont crié « dégage, dégage ».

Alain FAURE

26 janvier : ATTAC BEDARIEUX organise une soirée BOLIVIE

Notez dès à présent la date du 26 janvier! ATTAC organise une soirée sur la Bolivie salle Achille Bex à partir de 18h30 le 26 janvier 2011, avec diaporama, introduction par G. Laffitte qui a fait de nombreux voyages en Amérique du sud, et à 20h30 une conférence-débat animée par son fils Pierre Johan Laffitte, maître de conférences en sémiotique à l'IUFM de l'Université d'Amiens. Il a déjà séjourné en Bolivie en 2000 comme journaliste. Il revient d'un récent cycle de conférences sur l'éducation et la culture, données à La Paz, la capitale bolivienne.



AGENDA AGENDA AGENDA

- 26 janvier : soirée Bolivie à Bédarieux
- 27 janvier : ciné-soupe à la Cimade sur « Eau, service public à vendre »
- 2 février : café citoyen au Capharnarhum, « l'euro est-il menacé ? »
- 7 février AG d'Attac au 13 bis bd Duguesclin, à 18h 30